



ELECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES 2022

Le PCT met en place sa commission d'investiture des candidats



Le présidium du comité central du PCT

Le Comité central du Parti congolais du travail (PCT) a annoncé, le 30 décembre, à l'issue de sa troisième session ordinaire, le lancement officiel du processus d'investiture des candidats aux élections législatives et locales prévues pour cette année. Selon son secrétaire général, Pierre Moussa, une commission d'investiture dite de rigueur sera installée en vue d'assurer un meilleur choix des candidats. L'objectif, a-t-il précisé, est de permettre au PCT de conforter sa majorité au sein de l'Assemblée nationale.

Page 5

FORCES ARMÉES CONGOLAISES

Quatorze officiers supérieurs nommés au grade de général

Quatorze officiers supérieurs nommés au grade de général Le président Denis Sassou N'Gusso a nommé par décrets, le 31 décembre dernier, quatorze officiers supérieurs au grade de général de brigade des Forces armées congolaises et de la Police.

Page 5

DIALOGUE SOCIAL

Le gouvernement rassure les partenaires sociaux



Les participants à la session du dialogue social publique.

Au terme de la session ordinaire du Comité du dialogue social consacrée à l'évaluation des recommandations prises par l'Etat, le gouvernement a rassuré les partenaires sociaux de son engagement à apporter des solutions aux revendications des travailleurs, en particulier la publication du statut général de la fonction

publique. S'agissant des arriérés des salaires des agents du Centre hospitalier et universitaire, des hôpitaux généraux d'Oyo, d'Owando, d'Adolphe-Sicé et de Loandjili, de Dolisie et de Nkayi, il est ressorti la nécessité, pour le gouvernement, de procéder à leur apurement progressif.

Page 4

PROCESSUS ÉLECTORAL

La Copar appelle à une concertation politique

La Convention des partis républicains (Copar) a réclamé, le 31 décembre dernier, au cours d'une conférence de presse à Brazzaville, la tenue d'un dialogue politique national avant les élections législatives et locales de 2022.

« Ce n'est pas une concertation de trop, les avantages de cette façon de faire sont visibles. Il faut que les gens se souviennent, la concertation politique de Sibiti avait recommandé le dialogue comme moyen essentiel pour résoudre les conflits post-électorales », a indiqué le coordonnateur par intérim de la Copar, Chris Antoine Walembaud.

Page 5



Les membres de la COPAR

GESTION FORESTIÈRE

Des progrès enregistrés en matière de transparence

Page 6

EDITORIAL

Désescalade

Page 2

ÉDITORIAL

Désescalade

Les présidents Joe Biden et Vladimir Poutine se sont parlés au téléphone, jeudi 30 décembre, pendant un peu plus de 3/4 d'heure. Dans la perspective de la rencontre au sommet, prévue le 10 janvier, à Genève, entre Américains et Russes, cette entrevue peut être considérée comme le premier signal d'une détente que l'on souhaiterait voir consolidée pour plusieurs raisons. Quand Washington et Moscou dialoguent, les bénéfices qu'en tire le monde peuvent être nombreux puisque quand ils décident d'envenimer leurs rapports, le risque que le reste des chancelleries vacillent est grand.

Qu'on le veuille ou non, les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie rythment le cœur des relations internationales. Ils ont le secret de la controverse et peuvent parfois la pousser à un niveau d'inquiétude qui laisse craindre le pire pour la communauté des nations. Pour autant, et c'est le point positif qu'il convient de souligner dans cette relation toujours en dents de scie entre eux, la Maison Blanche et le Kremlin sont conscients qu'un conflit qui éclaterait du fait de leur implication directe mettrait l'humanité en péril.

Hier comme aujourd'hui, les points de tension ne manquent pas entre le meneur du camp occidental que sont les États-Unis, et celui du reste des nations managées naguère par l'ex-Union soviétique, la Fédération de Russie. Concrètement, Joe Biden qui venait il y a quelques mois de se désengager des campagnes irakienne et afghane toutes deux coûteuses en énergie, en vies humaines et en crédibilité pour son pays et qui plus est attend les élections de mi-mandat, ne peut à nouveau vouloir que les soldats américains retournent au front. Pour sa part, Vladimir Poutine, dont le pays est assez isolé en Europe, pourtant sa terre d'ancrage, gagnerait à améliorer tant soit peu ce qui reste de ses relations avec ses voisins.

Etant deux dirigeants qui se connaissent bien, défendant bec et ongle les intérêts stratégiques de leurs pays, les présidents Biden et Poutine ne décrèteront sans doute pas la fin des suspensions entre eux au terme de leurs pourparlers. Dans les échanges musclés qui avaient précédé les rendez-vous que nous évoquons ici, chacun d'eux semble avoir marqué son territoire. Pour Washington, il n'est pas question que son interlocuteur malmène indéfiniment les pays de l'est européen qui ont exprimé leur volonté de se rapprocher de l'ouest. Pour Moscou, tout doit être entrepris pour que son voisinage ne soit pas source de déstabilisation de son territoire.

La querelle américano-russe actuelle a le don de replacer à nouveau les deux ennemis de longue date au centre des enjeux de la préservation de la paix mondiale. Ils en sont les principaux acteurs. A eux de le mériter en montrant leur magnanimité.

Les Dépêches de Brazzaville

PROCESSUS ÉLECTORAL

Le Club 2002-PUR se dit prêt pour 2022

Le secrétaire général du Club 2002-Parti pour l'unité et la République (PUR) et député élu de la première circonscription électorale de Ouenzé, Juste Désiré Mondélé, lors d'un échange avec la presse, le 30 décembre à Brazzaville, a analysé le message du chef de l'Etat et annoncé la participation de son parti aux futures élections législatives et locales.

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a confirmé le 28 décembre dernier, devant le Parlement réuni en congrès, la tenue en 2022 des élections législatives et locales. Des échéances importantes qui participent au renforcement de la démocratie au Congo. Elles permettront au peuple d'exprimer, selon lui, sa

que le parti sera prêt à affronter ces échéances dans la paix et en toute sérénité », a déclaré Juste Désiré Mondélé.

Se félicitant des avancées enregistrées dans le cadre de la gouvernance électorale, il a souligné la nécessité pour les citoyens de s'approprier le message du chef de l'Etat d'autant plus que le pays

de paix. La compétition devrait se passer dans la paix et la sérénité », a-t-il souhaité, précisant que le parti va s'approprier du message du président de la République en le diffusant au niveau de la base. Selon lui, la concertation politique de Madingou avait passé en revue les différentes recommandations issues des rencontres précédentes organisées dans le pays. Pour ce faire, les participants avaient retenu des avancées significatives, un modèle électoral amélioré en République du Congo. A titre d'exemple, le député de Ouenzé I a cité le dépouillement, l'affichage des résultats qui se font dans les bureaux de vote en présence des représentants de tous les candidats. A cela, s'ajoute la présence de toutes les parties prenantes au niveau des structures qui organisent les élections. « Il reste la biométrie qui est la conséquence du Recensement général de la population et de l'habitat qui n'est pas encore organisé compte tenu des contraintes économiques que le pays connaît. Mais nous ne pouvons pas dire qu'au Congo il n'y a pas de corps électoral consensuel. Nous sommes l'un des rares pays où, à la veille de chaque élection, il y a souvent la révision, le toilettage des listes électorales », a poursuivi le conseiller spécial du président de la République, chef du département politique.

Notons que le Club 2002-PUR dispose des élus au Sénat et à l'Assemblée nationale ainsi que dans les assemblées locales. Il est très bien représenté au niveau des conseils départementaux et municipaux de Brazzaville et Pointe-Noire et préside l'exécutif du Conseil départemental du Niari.

Parfait Wilfried Douniama



Juste Désiré Mondélé/Adiac

souveraineté, à travers le choix de ses représentants dans les institutions et instances concernées. Une occasion pour le Club 2002-PUR, créé le 30 janvier 2002, de capitaliser sur ses acquis en vingt ans d'existence. « Vingt ans, c'est l'âge de la maturité. C'est fort de toute l'expérience accumulée pendant vingt ans, fort de ses militants, cadres et de ses partenaires de la majorité présidentielle que le Club 2002-PUR, en toute responsabilité, va aborder ces échéances de 2022. Je pense

entre dans une année électorale. « L'agenda électoral a commencé par la présidentielle du 21 mars 2021 qui s'est très bien passée avec le plébiscite du président sortant. Le peuple est donc sorti vainqueur de l'élection présidentielle. Le président a rappelé que le peuple, qui est en réalité véritable juge électoral, devrait bénéficier d'une attention particulière des politiques tout en sachant que 2022, qui est le parachèvement de ce processus électoral, devrait être une année

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé

Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

DIASPORA

Trois rencontres marquantes à l'adresse des Congolais

L'année 2021 était synonyme de l'appel à la mobilisation de la diaspora congolaise de France aux efforts de développement national. Nous jugeons important de mettre à ce jour un zoom sur trois des rencontres sur ce thème : à l'ambassade du Congo, au Palais des congrès d'Issy-les-Moulineaux, et le rendez-vous en visioconférence de Dimitri Mfoumou-Titi.

Lors de sa première visite officielle en France, le Premier ministre, malgré les contraintes sanitaires liées à la covid-19, avait tenu à s'entretenir en présentiel avec les Congolais de l'étranger, dans la Salle verte de l'ambassade du Congo en France. De l'avis des participants, « c'était une reconnaissance à la mutualisation des efforts des enfants d'un même pays » alors que ce sentiment de reconnaissance avait bien souvent été, auparavant, le maillon manquant entre institutions et diaspora en tant que levier stratégique.

De par l'échantillon du jour, le Premier ministre avait pu prendre la mesure des compétences congolaises résidant en France car, dans la Salle verte installée en respect des jauges sanitaires, étaient venus de leur plein gré des médecins et des avocats, des ingénieurs et des architectes, des scientifiques, des enseignants et des entrepreneurs, tous désireux de contribuer à l'édification d'un Congo prospère.

Premier forum de recrutement européen de la diaspora à Issy-les-Moulineaux

Porté par l'Agence congolaise pour l'emploi (ACPE) et le Fonds national d'appui à l'employabilité et à l'apprentissage,



Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, lors de la rencontre avec la diaspora dans la Salle verte de l'ambassade du Congo en France / Cellule communication de la Primature Congo Brazzaville

s'était tenu, le 9 novembre 2021 à Issy-les-Moulineaux, le premier forum de recrutement de la diaspora en présence de Hugues Ngouélondélé, ministre de la Jeunesse, des Sports, de l'Education civique, de la Formation qualifiante, ainsi que de ses homologues Jacqueline Lydia Mikolo des Petites et moyennes entreprises, Rosalie Matondo, de l'Economie Forestière, du Développement Durable et de l'Environnement et Edith Delphine Emmanuel, de l'Enseignement supérieur, sans oublier Rodolphe Adada, ambassadeur du Congo en France.

À l'heure où il est question d'éviter ce que l'on appelle

en matière de ressources humaines « le clonage », c'est-à-dire disposer des mêmes profils, il était plus vital que jamais de procéder à la diversification de la main-d'œuvre avec un personnel en partie constitué des Congolais, avait souligné Noelly Oyabiki Iwandza, directrice de l'ACPE de l'époque. Pour sa part, Patrick Robert Ntsibat avait justifié sa présence pour apporter auprès des jeunes le schéma de formation dans divers métiers pouvant leur garantir l'employabilité.

L'objectif général de ce forum consistait à informer les compétences congolaises de la diaspora sur l'évolution de la

règlementation et des dispositifs en matière d'emploi au Congo, et de les mettre en relation avec les entreprises installées au pays, représentées lors de cette rencontre.

Enthousiastes à l'idée de « travailler pour le Congo », les Congolais s'étaient rendus en nombre au Palais des congrès d'Issy-les-Moulineaux. Sur place, ils s'étaient informés, laissés conseiller, et certains avaient même entrepris, pour la mise en place de leurs projets, leur retour professionnel.

Les « Connecting days de l'Association développement relations Nord Sud-ADRNS »

À proprement parler, ces rencontres n'ont pas vraiment leur place dans cette sélection, mais comme il s'agissait de l'une des manières, pour la diaspora, de vivre à l'étranger et de s'impliquer activement dans la construction du Congo, on s'autorise, de ce fait, à jouer avec les limites des rencontres précédentes.

Dès le 14 janvier, en appui de l'ADRNS de Dimitri Mfoumou-titi, s'était tenue une rencontre avec, comme intervenant principal, Sylvestre Didier Mavouenzela, président de la Chambre consulaire de Pointe-Noire de la République du Congo.

À l'adresse de la diaspora avait été donné un éclairage de « Liziba », plateforme de collecte, de production et de mise à disposition des informations économiques, commerciales, administratives, réglementaires, juridiques et fiscales au service des agents économiques.

Cette rencontre avait permis de comprendre notamment toutes sortes de documents clés validés (lois, guides, bonnes pratiques, réglementation, procédures etc.), un annuaire d'entreprises et d'instances de développement et des données d'intelligence économique territoriale.

Marie Alfred Ngoma

LE FAIT DU JOUR

Chants et fleurs

Samedi 1er janvier ont eu lieu à Pretoria, en Afrique du Sud, les obsèques de Desmond Tutu. Ses compatriotes et le monde entier ont rendu au premier Archevêque noir de la nation nommée arc-en-ciel à force de conviction, l'hommage du a son rang. Les jours précédant l'inhumation de l'illustre prélat anglican ont vu la succession de témoignages relatant les parcours de l'homme dont le combat contre le régime d'apartheid puisait dans les vertus de la non-violence et un fort entêtement motivé par la noblesse de celui-ci.

Chants, fleurs et pleurs se sont alliés pour dire à Desmond Tutu qu'il était le symbole de ce qui manque tant à beaucoup

d'hommes : le courage de savoir dire non tant que les engagements pris pour l'intérêt général ne sont pas remplis, tant que l'action que l'on mène ne satisfait pas le plus grand nombre de ses concitoyens. Il avait dit non à la ségrégation raciale dans son pays et gardait intact son discours sur le rejet des inégalités, même quand un pouvoir démocratique installé dans le courant des années 1990 prit la succession de celui du déni des libertés qui était en place depuis des décennies en Afrique du Sud.

Desmond Tutu savait rire à gorge déployée mais il pleurait en public pour honnir les iniquités. Sous l'apartheid, les larmes de l'homme de Dieu qu'il fut symbolisaient la certitude qu'un jour les ténèbres disparaîtront pour laisser la place à un soleil éclatant.

Comme beaucoup de ceux qui, en Afrique et dans les autres parties du monde, espéraient cet aboutissement, la chute du gouvernement ségrégationniste d'apartheid couronna cette lutte de longue haleine maillée d'énormes sacrifices. Passer sa vie à réclamer la justice comme l'ont fait les héros de la lutte antiapartheid est un bel exemple d'humanité.

A 90 ans, l'ami de Madiba était le dernier de la génération des Sud-Africains marqués au fer par le côté imprévisible de l'être humain quand il est incapable de rejeter le totalitarisme. L'apartheid c'était, en effet, l'incarnation d'un absolutisme selon lequel les hommes ne comptaient pas tant qu'ils n'étaient pas vus tels quels par la société qui les accueille du fait de leur

« mauvaise » couleur de peau. La raison a fini par triompher et ouvrir les yeux de ceux qui feignaient de ne pas voir l'éclat de lumière qui jaillit en chacun de nous, à savoir que malgré nos différences, nous sommes tous égaux.

S'ils se rencontrent, Desmond Tutu pourrait convier Nelson Mandela et tous leurs camarades de l'époque de l'apartheid à prier ensemble pour un monde meilleur. Pour une Afrique du Sud où Noirs, Blancs et Métis élèveront à l'unisson le chant de l'unité et de la cohésion nationale pour un bonheur partagé. Aux grands hommes, les grands destins, les grands hommages. Desmond Tutu faisait bien partie de cette grande famille-là.

Gankama N'Siah

DIALOGUE SOCIAL

Le gouvernement réaffirme ses engagements envers les partenaires sociaux

La session ordinaire du Comité national du dialogue social, tenue le 30 décembre dernier à Brazzaville, a permis au gouvernement de rassurer les partenaires sociaux sur des réponses à apporter aux revendications des travailleurs.

Sur les dix-neuf recommandations des sessions précédentes évaluées, le gouvernement a pris l'engagement de résoudre quasiment la totalité. C'est le cas de la publication du statut général de la fonction publique dont l'Etat s'est engagé à intégrer l'avant-projet de loi y relatif dans le circuit d'approbation dès cette année. La publication du décret fixant le salaire planché de la fonction publique à 80 000 FCFA est, quant à elle, subordonnée à la publication du nouveau statut général de la fonction publique. Ainsi, le gouvernement entend diligenter cette procédure globale.

Concernant la publication du statut particulier des personnels de l'enseignement, dans sa partie administrative et des textes harmonisés des enseignants, il a été acté sa vulgarisation, la mise en différé de la partie financière en attendant une embellie de la situation économique et financière du pays, conformément au protocole d'accord signé entre les parties. Quant à la poursuite du traitement des textes harmonisés dans le cadre du paiement des rappels de solde d'activité, un état des lieux des dossiers sera fait avant la transmission de ceux-ci à la Caisse congolaise d'amortissement en vue de leur traitement dans le cadre de la dette sociale.

Revoir le mécanisme de collecte de l'impôt et des taxes

S'agissant de la fonction publique territoriale et sa grille indiciaire des salaires, le travail d'harmonisation à la grille indiciaire des salaires de la fonction publique d'Etat a été effectué. Le gouvernement a instruit le ministre des Finances de revoir le mécanisme de collecte de l'impôt et des taxes aux fins de permettre aux collectivités locales de recouvrer

leurs ressources et pouvoir mieux gérer leur personnel et celui que l'Etat met à leur disposition.

Pour le paiement des arriérés des salaires du Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville, les hôpitaux généraux d'Oyo, d'Owando, d'Adolphe-Sicé et de Loandjili, à Pointe-Noire, Dolisie et Nkayi, les participants ont exhorté le gouvernement à tout mettre en œuvre. Le but étant de procéder à l'apurement progressif des arriérés de salaires accumulés ; aligner le paiement des salaires mensuels sur la périodicité des salaires de la fonction publique ; procéder au reversement aux organismes de sécurité sociale des cotisations correspondantes.

Doter la CRF d'un Conseil d'administration

Le gouvernement entend, dans les prochains jours, doter la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF) d'un Conseil d'administration, à l'instar de la Caisse nationale de sécurité sociale, afin d'harmoniser la législation nationale en matière de sécurité sociale au socle de la Cipres.

Pour les autres points, le gouvernement a soit commencé leur traitement, soit a pris l'engagement de satisfaire les attentes des partenaires sociaux. Ainsi, les participants ont reconnu la nécessité de préserver le climat social qui règne actuellement dans le pays. Le gouvernement, de son côté, s'est engagé à intégrer la notion de périodicité dans l'organisation des sessions du Comité national du dialogue social.

Notons que les cérémonies d'ouverture et de clôture ont été présidées par le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, qui a pris l'engagement de traduire dans les faits les résolutions prises.

Parfait Wilfried Douniama

CONSTITUTION DU 25 OCTOBRE 2015

Le Parlement approuve la révision de l'article 242

Le Sénat et l'Assemblée nationale ont approuvé, les 30 et 31 décembre derniers, à l'occasion d'une session extraordinaire, la procédure de révision de la Constitution du 25 octobre 2015. La révision entérinée concerne l'article 242 et porte essentiellement sur le rallongement de la durée de l'état d'urgence sanitaire, qui devrait passer de vingt à quatre-vingt-dix jours.

Depuis que la pandémie à coronavirus est apparue au Congo, en mars 2020, l'état d'urgence sanitaire, dont la durée constitutionnelle est de vingt jours, est déjà prorogé à trente fois. Un exercice que le gouvernement estime harassant, pénible et coûteux, qu'il a tenu à rallonger ses délais de mise en œuvre en vue de l'adapter avec la réalité du moment. A cet effet, une procédure avait été lancée par le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, conformément aux prérogatives que lui confère la Constitution du 25 octobre 2015.

« La Constitution dispose elle-même que sa révision ne peut provenir que du président de la République ou d'un membre du Parlement, qu'il soit sénateur ou député. Et lorsque le président de la République prend l'initiative, il peut soumettre directement son projet de révision au peuple par le biais d'un référendum ou le soumettre aux deux chambres du Parlement qui procéderont par un vote interne et démocratique à une majorité renforcée », a précisé le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion des peuples autochtones, Aimé Ange Wilfrid Bininga.

Pour le garde des sceaux, l'objectif est de donner aux institutions de la République la stabilité possible, gage d'une paix durable dans le pays. « Pour le cas d'espèce, il y a une loi organique qui fixe la procédure de révision de la Constitution qui est, elle-même, faite pour être adaptée aux évolutions pour résoudre certaines priorités qui ont été observées. Voilà pourquoi celle-ci précise comment et à travers quel procédé doit-on réviser la Constitution pour donner à nos institutions dureté et stabilité », a-t-il renchéri. Le texte de loi ayant été approuvé, le moment venu, la durée de l'état d'urgence sanitaire devrait passer à quatre-vingt-dix jours, soit un délai maximum de trois mois.

Firmin Oyé

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

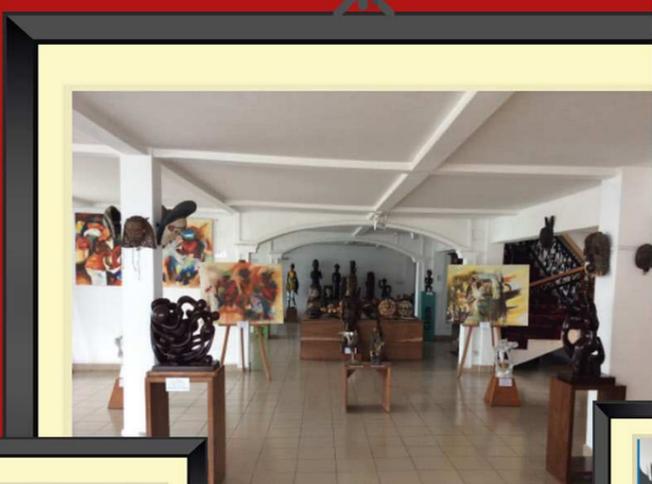
SCULPTURES

CÉRAMIQUES

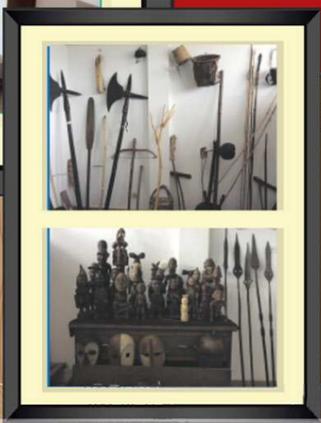
PEINTURES

MUSIQUE







L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nangendo

FORCES ARMÉES CONGOLAISES

Des officiers généraux nommés

Le chef suprême des Armées, Denis Sassou N'Guesso, a nommé, le 30 décembre dernier, des officiers généraux.

Promus pour le compte de l'armée de terre, les généraux de brigade ne sont autres que Serges Oboa (Infanterie), Fermeté Blanchard Nguinou (Infanterie aéroportée), Pierre Gaëtan Ickey (Infanterie), Charles Victoire Bantadi (Infanterie), Fortuné Niakekele (Arme blindée et cavalerie), Léon Mahoungou (Infanterie), Simplicie Euloge Lebi (Commissariat). Pour le compte de la gendarmerie nationale, il s'agit de Gervais Akouangue hissé au rang de général de brigade. Au niveau de la police, les généraux de 1^{ère} classe sont André Fils Obami Itou, Jean Pierre Okiba, Elie Atipo. Cependant, s'agissant de la marine nationale, les contre-amiraux promus sont René Nganongo, Euloge Mpara et Bienvenu Ebissou.

Rominique Makaya

ELECTIONS 2022

La Copar réclame la tenue d'une concertation politique

La Convention des partis républicains (Copar), au cours d'une conférence de presse animée à Brazzaville, le 31 décembre 2021, a analysé le message du président de la République sur l'état de la nation et appelé à la convocation d'une concertation politique avant l'organisation des prochaines élections législatives et locales.

Selon les responsables de la Copar, plateforme des partis politiques de l'opposition, le gouvernement a créé depuis 2009 une sorte de tradition consistant à réunir l'ensemble des forces vives de la République autour d'une concertation politique. Le but étant d'accorder l'essentiel des violons avant la tenue des scrutins. Cette démarche a permis, d'après la Copar, à la jeune démocratie congolaise d'avancer dans l'amélioration du processus électoral avec de nombreuses avancées significatives.

« Les partis de la Copar y ont joué une partition substantielle et cela a empêché à notre démocratie de tomber dans des fortes contradictions susceptibles d'entamer la paix. Comme il reste des points d'amélioration en chantier, il est nécessaire, avant la tenue des échéances de 2022, que le gouvernement initie une concertation qui permettrait à l'ensemble des forces vives de s'accorder sur une bonne manière de s'y prendre cette fois-ci dans l'intérêt général », ont souligné les dirigeants de la Copar.

Le coordonnateur par intérim de cette plateforme, Chris Antoine Walembeaud, a rappelé que le dialogue politique de Sibiti de 2015 avait acté le recensement



Chris Antoine Walembeaud entouré des membres de la Copar/Adiac

biométrique et recommandé un découpage électoral global. A cela, s'ajoute le financement des campagnes électorales. « C'est le dialogue de Sibiti qui a balisé le système électoral congolais. Donc, chaque fois nous devons réviser cela pour faire le point et s'accorder sur les mécanismes de substitution. Donc, ce n'est pas une concertation de trop, les avantages de cette façon de faire sont visibles. Il faut que les gens se souviennent que la concertation politique de Sibiti avait recommandé le dialogue comme moyen essentiel pour résoudre les conflits post-électorales », a-t-il appuyé.

Appelant les autres acteurs politiques à participer à la prochaine concertation, Chris Antoine Walembeaud a précisé qu'il ne faut pas changer les règles du jeu pour

éviter un saut dans l'inconnu.

Analysant le message du président de la République sur l'état de la nation devant le Parlement réuni en congrès, la Copar a indiqué qu'il revient au gouvernement la mission de mettre en pratique le projet de société du chef de l'Etat. Selon cette plateforme politique, il s'agit d'une invitation au gouvernement à redoubler d'efforts pour trouver des solutions qui entravent le mieux vivre des Congolais. Le premier magistrat est revenu, a commenté le coordonnateur par intérim de la Copar, sur les mêmes choses. « Nous pensons qu'il s'adresse aux organes chargés d'éradiquer les antivaleurs. Constatant que les lignes ne bougent pas, le président de la République revient à l'assaut. Nous disons que la lutte contre les antivaleurs res-

semble à une supercherie parce que les outils juridiques pour lutter contre ces maux existent. Le président considère que c'est peut-être du fait des faiblesses de la justice. C'est pourquoi il en appelle à la réforme de la justice. Il faut réprimer, engager la responsabilité des auteurs. Le président y est resté constant », a conclu Chris Antoine Walembeaud, précisant qu'on ne peut pas lutter contre les antivaleurs lorsque le Parlement devient une chambre d'enregistrement. Notons que la Copar est composée du Parti républicain libéral ; du Congrès pour la démocratie et la République ; du Mouvement pour la sauvegarde des intérêts et le salut ; du Congrès des démocrates africains et du Parti congolais écologiste et d'éthique.

Parfait Wilfried Douniama

ELECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES

Le PCT prépare une « commission d'investiture de rigueur »

A l'issue de sa troisième session ordinaire tenue du 29 au 30 décembre dernier à Brazzaville, le Comité central du Parti congolais du travail (PCT) a annoncé le lancement officiel du processus d'investiture des candidats. A cet effet, une commission d'investiture dite de rigueur sera installée pour assurer le bon choix des candidats.

Cinq dossiers, tous arrêtés lors de la dernière réunion du bureau politique, étaient soumis à l'approbation de la troisième réunion ordinaire du Comité central du PCT, présidée par le secrétaire général, Pierre Moussa. Après leur examen minutieux, tous ces points ont été adoptés à l'unanimité. Il s'agit notamment du rapport d'activités 2021 du Comité central ; du rapport d'activités de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation ; du plan d'actions pluriannuel du Comité central exercices 2022-2024.

Le Comité central a ensuite approuvé son programme d'activités 2022, lequel intègre le processus électoral en cours, dominé par les élections législatives et locales prévues dans quelques mois. A ce propos, il a annoncé le lancement officiel du processus de sélection des candidats du parti, annonçant ainsi l'installation très prochaine d'une commission d'investiture spéciale et responsable.

« Se projetant sur les élections



Les responsables du bureau du Comité central du PCT lors de la réunion ordinaire/Adiac

législatives et locales de 2022, le secrétaire général a affirmé que celles-ci devront permettre au parti de consolider les acquis électoraux en vue de conforter la majorité nécessaire à l'opérationnalisation du projet de société du président Denis Sassou N'Guesso. A cet effet, le processus d'investiture des candidats du parti est lancé et devra se mettre en œuvre avec rigueur et respon-

sabilité afin de déboucher sur le choix des candidats crédibles », relève le communiqué final des travaux.

Une stratégie qui va permettre au PCT de désigner les candidats jugés crédibles, ayant des assises à la base et/ou dans leurs fiefs respectifs. L'objectif est d'espérer rassembler la plus grande majorité afin de garantir et conforter la majorité au Parlement.

A l'occasion, le Comité central a aussi complété le bureau politique pour remplacer les membres décedés depuis un moment. Sont donc passés membres du bureau politique : Faustin Elenga, Georges Motul, Marie-Jeanne Koulobou ; Abouri Ndam, Jacqueline-Lydia Mikolo et Dieudonné Bantsimba.

Le Comité central est l'instance suprême du PCT. Composée de

727 membres, il est l'organe dirigeant du parti dans l'intervalle des congrès et est collégalement responsable devant le congrès de l'exécution des décisions arrêtées par ce dernier. Le Comité central étudie, discute et sanctionne les rapports du bureau politique ainsi que ceux de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation du parti.

Firmin Oyé

GESTION FORESTIÈRE

Renforcer l'observation indépendante pour une meilleure transparence

La République du Congo a enregistré des progrès en matière de gestion forestière au cours de ces dernières années, grâce au mécanisme de l'Observation indépendante externe (OIE). Mais de nombreux défis subsistent, notamment un manque de coordination des activités de l'observation, l'absence de méthodologie harmonisée et de recherche de financements.

Les activités de l'OIE au Congo ont obtenu des résultats concrets, à savoir des sanctions administratives et suspensions de permis de grandes exploitations agricoles et minières. L'OIE a également contribué au processus de réforme du Code forestier, y compris l'introduction du principe de partage de la production de l'exploitation forestière.

L'OIE est pratiquée au Congo dans de nombreux secteurs comme le respect du droit foncier, agro-industrie, exploitation minière, corruption et par de nombreuses Organisations non-gouvernementales (ONG) sur le territoire national, autant dans les grandes villes que dans les départements. Certaines ONG œuvrent également à développer et soutenir la veille communautaire, pour aider les communautés locales et autochtones du pays à faire valoir leurs droits.

En rendant publiques ces recommandations à la veille de l'an 2022, les partenaires du pays entendent interpeller les autorités congolaises sur la nécessité de renforcer le rôle de l'OIE et

la coordination des activités. En effet, cette note d'analyse a pour but de dresser un état des lieux de l'observation indépendante, en se focalisant sur les OI qui opèrent « sans mandat officiel du gouvernement » et sont même appelés « non mandatés » ou « externes ».

Pour cela, les partenaires ont suggéré que sur la base de la cartographie des organisations de la société et le travail effectué par le Système normalisé des OIE (SNOIE-Congo), que l'État congolais élabore un document résumant les différentes plateformes sectorielles dans lesquelles les OIE sont actives. En plus, le Congo doit concevoir une feuille de route pour détailler les rôles respectifs et comment mieux coordonner les activités d'observation de terrain et de plaidoyer. « *En dehors de leur participation à la lutte contre le changement climatique, toutes les OIE pourraient songer à appliquer la méthode de l'OI au suivi de sa mise en œuvre, et en particulier à l'examen de l'évolution de la couverture forestière par rapport aux engagements*



Un massif forestier du Bassin du Congo DR

pris. Une autre piste de recherche pourrait être l'examen des flux de financement disponibles et dépensés pour la mise en œuvre de la CDN par les ONG plus spécialisées dans la transparence financière », souligne la note d'analyse.

Pour mémoire, le SNOIE-Congo

est un ensemble de procédés de surveillance de l'exploitation des ressources naturelles ayant pour base une norme internationale (ISO 9001 : 2015) comprenant l'observation, la vérification, la communication et le lobbying. Il consiste à documenter et à dénoncer les violations liées à

l'exploitation des ressources naturelles, suivre et diffuser les décisions des autorités compétentes. Cependant, le SNOIE est principalement focalisé sur les acteurs du secteur forestier n'incluant pas les secteurs miniers, des hydrocarbures...

Fiacre Kombo

ARTISANAT

La ministre de tutelle à l'écoute des vanniers

La ministre des Petites et moyennes entreprises (PME), de l'Artisanat et du Secteur informel, Jacqueline Lydia Mikolo, a effectué le 30 décembre à Brazzaville une descente dans quelques ateliers de vannerie de la place en vue de s'imprégner des réalités auxquelles font face les artisans et les sensibiliser aux mécanismes d'accompagnement mis en place par le gouvernement en leur faveur.

La descente sur le terrain à l'Association des jeunes artisans vanniers de Bifouiti (Ajavab) et à la Collectivité des maîtres vanniers de Mougali a permis à la ministre en charge de l'Artisanat de prendre connaissance des conditions dans lesquelles exercent les artisans. Au sujet des difficultés rencontrées, ils ont évoqué le manque d'outils, le besoin de produits pharmaceutiques, le manque de local adéquat leur permettant de faire valoir leurs talents.

En effet, la vannerie est un métier artisanal qui demande beaucoup de temps et de concentration pour aboutir à une meilleure réalisation du produit. Elle se réalise en trois étapes principales, à savoir nettoyer la liane ou tige fine et flexible (rotin, osier, paille tressée, raphia, roseaux, baguettes de bois...) à l'aide d'un couteau approprié ; la découper en morceaux purifiés au préalable, morcelés en fon-



tion des ouvrages à réaliser et enfin procéder au nattage ou tissage de cette liane.

« Cette visite consistait à

prendre connaissance des conditions dans lesquelles ils travaillent et surtout leur dire que nous ne les avons pas ou-

Jacqueline Lydia Mikolo lors de la visite/Adiac bliés. Lors de cette descente, nous avons constaté que chacun des ateliers compte au moins une vingtaine d'ar-

tisans et pour la plupart des pères de famille qui vivent de ce métier. Cette visite est donc importante en vue de les sensibiliser à la mise en place des mécanismes d'accompagnement et d'assistance que l'Etat leur accorde en vue de se formaliser et d'être à l'écoute de leur besoin », a indiqué la ministre Jacqueline Lydia Mikolo.

Au terme de cette visite, la ministre a invité les artisans congolais à formaliser leurs activités en vue de bénéficier des crédits d'accompagnement. Dans le même élan, elle a annoncé l'organisation, en 2022, d'un salon d'exposition de vannerie pour la promotion des produits diversifiés de ce métier.

Notons que cette descente s'est faite en présence des maires du premier arrondissement Makélékélé, Edgard Bas-soukissa, du quatrième arrondissement Mougali, Bertrand Batantou.

Gloria Imelda Lossele

FÊTE DE FOUVEL AN

Des kits alimentaires offerts aux personnes âgées de Poto-Poto 1

Le député de la première circonscription électorale de Poto-Poto, Jean de Dieu Kourissa, a fait un don, le 1er janvier, des vivres et non vivres aux personnes de troisième âge, notamment les membres du club JDK.

Malgré la dureté des temps, l'Association JDK, à travers son président, a tenu à respecter la tradition et perpétuer sa culture qui date maintenant de quatorze ans. Jean de Dieu Kourissa a, en effet, donné des kits alimentaires à ses concitoyens. Une manière, sans nul doute, de permettre à ces derniers de passer avec gaieté la fête de nouvel An et entamer 2022 avec beaucoup d'optimisme.

Avant de distribuer personnellement les cadeaux à toutes les personnes présentes, Jean de Dieu Kourissa a indiqué que ce geste symbolise le renforcement des liens entre les habitants de cette partie cosmopolite de Brazzaville. Il a profité de l'occasion pour les remercier après le plébiscite du président Denis Sassou N'Gusso, lors de l'élection présidentielle, en mars 2021.

« Depuis plusieurs années, nous avons fait de cette journée une tradition au profit des personnes de troisième âge. C'est un engagement et nous rendons grâce à Dieu. Nous sommes reconnaissants de leur mobilisation et soutien à l'égard du président de la République », a déclaré Jean de Dieu Kourissa. Il a invité les personnes du troisième âge à continuer à respecter les mesures barrières contre le coronavirus.

Le président national du club JDK des personnes de troisième âge, Jean-Apollinaire Kimbidima, au nom des bénéficiaires, a traduit la satisfaction de tous les bénéficiaires de ce don qui est maintenant une habitude. « La fête va maintenant très bien se dérouler car le député est toujours au chevet de la population. Pour notre part, on sera toujours derrière lui », a-t-il garanti.

Rude Ngoma



Jean de Dieu Kourissa remettant un kit alimentaire à une bénéficiaire/Adiac

Un centre d'approvisionnement pour personnes âgées à Mfilou

Le secrétaire général, coordonnateur national de l'ONG « Le livre du Congo blanc », Garcel Dubblon, a invité le 31 décembre à Brazzaville les personnes de bonne volonté à accompagner tant matériellement que financièrement le projet de construction d'un centre de personnes âgées dans le septième arrondissement, Mfilou.



Une vue du centre d'approvisionnement en construction

Pour assurer l'aide permanente, régulière et de proximité aux vieux et aux vieillards délaissés et sans ressource, l'Organisation non gouvernementale (ONG) « Le livre du Congo Blanc » lançait le « projet troisième âge », caractérisé par la construction d'un centre de personnes âgées confrontées à un certain nombre de problèmes. « D'où la raison de la construction de cet édifice que nous appelons le centre d'approvisionnement pour personne âgée. Il s'agit d'une aide de proximité que nous mettons à la disposition des personnes âgées dans le but de participer à l'amélioration des conditions de vie de vieillesse au Congo », a expliqué le secrétaire général, coordonnateur national de l'ONG « Le livre du Congo blanc », Garcel Dubblon.

A Brazzaville, c'est dans le septième arrondissement, Mfilou, que se construit le centre d'approvisionnement pour personnes âgées. Le niveau d'exécution des travaux est estimé à 70%. Sur place, les personnes âgées pourront s'approvisionner en pâtes, boîtes de conserve, savons... La livraison se fera d'ici au mois de février prochain.

Notons que l'ONG « Le livre du Congo blanc » compte à son actif plusieurs réalisations parmi lesquelles la réhabilitation du rond-point de Mouhouni et certaines artères de l'arrondissement 7, Mfilou; l'école Moussa-Eta qui autrefois était menacée par des marres d'eau qui empêchaient les enfants d'accéder dans l'enceinte de l'établissement (...).

Guillaume Ondzé

Plus de mille kits alimentaires offerts aux personnes âgées de Diata et Château d'eau

Le président de la plateforme Diata-Château d'eau innovations, Alban Kaky, a mené le 30 décembre une opération porte-à-porte de distribution des kits alimentaires aux personnes du troisième âge et vulnérables vivant dans les différents quartiers de Diata puis Château d'eau, à Brazzaville.

Les membres de Diata-Château d'eau innovations, à travers leur président, ont gratuitement distribué des vivres et non vivres aux personnes vulnérables sélectionnées au préalable, dans le but de leur permettre de passer les fêtes de fin d'année dans des bonnes conditions. Les kits offerts ont été essentiellement composés de pâtes, de l'huile, de viande, du riz et autres assaisonnements.

Pour Alban Kaky qui pense que les Congolais traversent une année difficile à cause de la crise économique et sanitaire, il était nécessaire d'effectuer ce geste. « Beaucoup de nos concitoyens vivent au jour le jour et souffrent beaucoup. Il était important de passer un moment avec eux puisque nous leur avons visité afin de causer avec eux, leur apporter un sourire et un espoir pour l'année prochaine », a-t-il signifié.

Au terme de cette journée dédiée au service de la communauté, les membres de Diata-Château d'eau innovations ont décidé de consacrer, à partir de janvier, le troisième dimanche du mois aux visites au profit des personnes vulnérables.

Les bénéficiaires ont, à leur tour, exprimé leur gratitude aux donateurs et souhaité que ce genre d'initiatives se multiplie et s'élargisse sur la communauté dans son ensemble. « Je suis coincé dans la maison depuis 40 ans déjà et c'est la première fois que je reçois un tel ca-



Alban Kaky donnant un kit alimentaire à un bénéficiaire/DR

deau. Merci beaucoup. Vous êtes jeunes mais très sages et humbles. Que Dieu vous bénisse », a indiqué un vieux vivant au Château d'eau.

Notons que cette opération fait suite

à celle menée au début du mois ainsi que la distribution, le 24 décembre, des jouets et produits alimentaires aux enfants desdits quartiers.

R.Ng.

FONDATION
GOTÈNE



CRÉATION DE LA FONDATION MARCEL GOTÈNE



Marcel Gotène, l'un des plus grands peintres modernes africains du XX^e siècle prédisait peu avant sa mort en 2013 :

« Mon œuvre contribuera à mieux faire connaître le Congo sur les cinq continents »

Artiste du vivant inspiré des légendes de son pays, son art et son histoire continuent d'exercer une immense fascination en dépit du temps qui passe.

Si le peintre du Cosmos nous a quittés en 2013, son œuvre lui survit et nous raconte sans relâche l'histoire du Congo.

La Fondation Marcel Gotène créée et dirigée par sa famille entretiendra sa mémoire et sa notoriété au-delà des frontières et du temps.

Soutenez la fondation, préservez le souvenir de l'artiste et de son œuvre en faisant un don.

Compte bancaire de la fondation Marcel Gotène
Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) - RIB : 30015-24201-10120001668-71

SOUTIEN AUX PERSONNES HANDICAPÉES

L'Institut Dimpa rouvre ses portes à Ouesso

Fermé aux apprenants durant l'année scolaire 2020-2021 par manque de locaux appropriés, l'Institut de scolarisation et de formation des jeunes sourds de Ouesso (Dimpa-IESRM), l'unique école de formation des personnes handicapées dans le département de la Sangha, a repris ses activités cette rentrée scolaire, après avoir acquis des nouveaux locaux.

Fonctionnelle depuis 2004, l'Institut Dimpa de Ouesso a dû fermer ses portes l'année dernière de manière brutale et inattendue, à cause d'un litige créé par l'ancien propriétaire des locaux. Engagée pour la cause des enfants handicapés de la Sangha, cette association, par la voie de son président, Ange Laurent Cuddy, s'est battue avec l'aide de ses partenaires étrangers et du Conseil départemental de la Sangha pour acquérir un site. Deux bâtiments en bois comprenant quatre salles de classe et une bibliothèque y ont été construits pour permettre aux enfants sourds-muets de renouer avec le chemin de l'école.

« J'ai l'agréable plaisir de vous annoncer que les cours ainsi que toutes les autres activités pédagogiques et d'encadrement socio-professionnel en faveur de nos chers enfants handicapés inscrits au sein de notre institut démarrent maintenant et dans nos propres locaux », soulignait Justin Placide Cuddy, coordinateur Dimpa-IESRM Congo, lors de la réouverture de l'Institut.

Le redémarrage officiel des cours a eu lieu en grande pompe, en présence des autorités locales et départementales ainsi que des partenaires étrangers. Pour cette année scolaire 2021-2022, l'établissement accueille



Les responsables de Dimpa et leurs partenaires posant avec les apprenants/Adiac

vingt-cinq apprenants, inscrits dans différents cycles. L'Institut forme avant tout en langue des signes français pour faciliter la communication, donne des cours d'enseignement général et des formations professionnelles adaptées aux apprenants dans diverses filières. Parmi les filières retenues, on note, entre autres, la

menuiserie, la coupe et couture, l'informatique, la plomberie, la maçonnerie, l'électricité ainsi que la coiffure. A ce jour, dix jeunes sourds y ont déjà été formés aux métiers de menuiserie et un autre l'a été en coupe et couture, lequel a déjà ouvert son atelier dans la ville de Ouesso.

Pour le président de Dimpa-IES-

RM international, la relance de cet institut est un motif de satisfaction aussi bien pour l'association, les partenaires que pour les apprenants et leurs parents respectifs. D'autant plus qu'elle permet à ces enfants vulnérables de poursuivre leur cursus normalement en vue de garantir leur épanouissement et insertion sociale.

A ce jour, quatre des apprenants sourds muets ont satisfait au Certificat d'études primaires élémentaires. Cette année, l'institut Dimpa présentera trois autres enfants sourds muets à cet examen.

« De nombreux enfants, jeunes et sourds-muets ou souffrant d'un retard intellectuel, sont victimes de l'isolement, de l'exclusion sociale importante et d'un manque d'encadrement et de formation scolaire et socio-professionnelle. Considérés comme improductifs et invalides, ces jeunes handicapés sont abandonnés à leur triste sort, tant par leurs familles respectives que par la communauté. Cette couche sociale, qui constitue pourtant une importante main-d'œuvre capable de contribuer au développement socio-économique du pays, est non exploitée et non valorisée », a expliqué le président de Dimpa, Ange Laurent Cuddy.

L'association Dimpa a été créée en octobre 2004. Elle a pour missions l'accueil, la formation, l'insertion et l'accompagnement des enfants et des jeunes sourds-muets et/ou atteints de déficience intellectuelle. Elle œuvre pour l'alphabétisation, la scolarisation, la formation et l'insertion socio professionnelle des jeunes handicapés.

Firmin Oyé

BGFIBank CONGO et l'ensemble de ses collaborateurs vous souhaitent



ERRATUM

Nous tenons à informer aux différents et présumés soumissionnaires à notre AVIS DE MANIFESTATION D'INTERÊT EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES POUR LA REALISATION DU SUIVI FINANCIER DES CEFA DANS LE CADRE DU PROJET D'APPUI AU RESEAU DES CENTRES D'EDUCATION, DE FORMATION ET D'APPRENTISSAGE (ARCEFA) N° CCG/O6/Projet ARCEFA parue le 28 décembre 2021, **que la date de clôture est le 28 janvier 2022.**

Merci pour votre compréhension.



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente:** Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations :** Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace, Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassous N'Gusso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



SOLIDARITÉ

L'orphelinat Béthanie reçoit des produits de première nécessité

A l'occasion des fêtes de fin d'année, l'association «Enfant avenir de demain» (EAD) a offert divers produits nécessaires au Centre Béthanie, pour permettre aux enfants de passer des moments agréables.

Le don, composé des vivres et non vivres (vêtements, kits d'hygiène, masques chirurgicaux, gels hydroalcooliques, sacs de riz, bidons d'huile, sucre, lait, savons, etc.) et d'une enveloppe de 100 000 FCFA a été remis par le secrétaire générale de l'EAD, Farel Kombo Mankou, représentant Mireille Amona, présidente de ladite association. Créée en 2016 par Mireille Amona, EAD est une association internationale humanitaire d'aide à l'enfance en difficulté et démunie. Elle intervient dans plusieurs domaines (santé, pauvreté, éducation, jeunesse et loisirs).

Les mains chargées de cadeaux de tout genre, la responsable du Centre Béthanie et les enfants ont salué le geste de cœur accompli par cette association, qui compte réaliser plusieurs autres projets en 2022.

Yvette Reine Nzaba



Les membres de l'EAD posant avec les enfants

ADIAC

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO



AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

8A, boulevard Denis-Sauvage-N'Guessa
Brazzaville - République du Congo

www.adiac.tv



ORGANISATION DES PRODUCTEURS DU PÉTROLE AFRICAIN

Le Venezuela devient membre observateur

D'après le communiqué de presse de l'ambassade de la République bolivarienne du Venezuela, du 30 décembre 2021, ce pays de l'Amérique du sud devient membre observateur de l'Organisation des producteurs du pétrole africain (Appo). La République bolivarienne est ainsi le premier pays non africain à intégrer cette organisation.

Le certificat officiel qui accrédite le Venezuela en tant que membre observateur de l'Appo a été remis à l'ambassade de ce pays au Congo, le 20 décembre dernier, par le secrétariat général de cette organisation dont le siège permanent est à Brazzaville. En effet, après des démarches soutenues auprès des autorités congolaises et des efforts productifs finalement menés conjointement avec le secrétaire général de l'Appo, le Dr Omar Farouk Ibrahim, et l'ambassade du Venezuela, dirigée par le chef de mission Aníbal Márquez Muñoz, le pays a réussi à concrétiser ce qui constituait l'une de ses principales aspirations et lignes de travail. Il a été admis à la très importante et stratégique organisation pétrolière africaine, en tant que membre observateur.

L'autorisation historique de la demande formelle faite par le Venezuela a été donnée par le Conseil des ministres de la stratégie organisationnelle, par la résolution 277 approuvée à l'unanimité, au



Le secrétariat général de l'Appo posant avec l'ambassadeur du Venezuela après la remise de l'accréditation/DR

cours de sa 41e session ordinaire, tenue en présentiel ce mois de décembre, à Alger, en Algérie. La République bolivarienne devient ainsi le premier pays non africain à intégrer cette organisation pétrolière.

La session, dirigée par le président de l'organisation, Mohamed Arkab, ministre des Mines et de l'Energie de la République démocratique et populaire algérienne, s'est déroulée en présence des ministres et chefs de délégations

des quatorze pays membres: Algérie, Angola, Bénin, Cameroun, Tchad, Congo, République démocratique du Congo, Égypte, Guinée équatoriale, Gabon, Libye, Niger, Nigeria et Afrique du Sud. Étaient également présents le secrétaire exécutif de la Commission africaine de l'énergie de l'Union africaine et le président exécutif de la Chambre africaine de l'énergie.

«L'Afrique abrite cinq des

trente plus grands pays producteurs de pétrole au monde. Dans son périmètre, il y a aujourd'hui vingt pays producteurs de pétrole qui, ensemble, représentent environ 9,6% de la production mondiale, et également 7,7% des réserves pétrolières mondiales prouvées, ce qui, ajouté à la carte pétrolière vénézuélienne et de l'expérience accumulée par notre pays pendant un siècle d'exploration et

d'exploitation des hydrocarbures, donne lieu à l'échange et à la coopération entre le Venezuela et l'Appo, un grand potentiel pour influencer positivement le développement durable et indépendant de leurs peuples et institutions respectifs », a déclaré le diplomate vénézuélien.

L'ambassadeur Aníbal Márquez Muñoz a souligné également que les principaux axes de travail de la République bolivarienne du Venezuela, conjointement avec l'Appo, s'inspireront des programmes d'interaction et de coopération Sud-Sud, dans les préceptes de complémentarité économique du Forum social Afrique-Amérique du Sud, dans les lignes directrices de la nouvelle géopolitique mondiale identifiée par le commandant Hugo Chávez dans le plan de la patrie, ainsi que dans les stratégies souveraines de politique internationale et de relance économique du Venezuela déployées par le président Nicolás Maduro.

Bruno Okokana



Pour vos cadeaux de fin d'année et de Nouvel An, le Musée Galerie Bassin du Congo vous présente, du 3 décembre 2021 au 31 janvier 2022, une exposition vente de peinture et de sculpture des anciens et jeunes plasticiens du Bassin du Congo.

Lundi à vendredi de 9h à 17h et le samedi de 9h à 13h.

EXPOSITION VENTE



UNION AFRICAINE

Le président de la Commission appelle à la plus grande retenue en Somalie

Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, a exprimé, le 30 décembre, son inquiétude face aux tensions politiques actuelles dans le pays.

Le président du bloc panafricain «suit avec une profonde inquiétude les graves tensions politiques actuelles en Somalie», selon un communiqué de l'UA.

Moussa Faki Mahamat a appelé à la plus grande retenue tout en insistant sur la poursuite des contacts et du dialogue entre le président et le Premier ministre du pays afin de trouver une solution politique à la situation actuelle.

«L'Union africaine s'engage à nouveau à renforcer son soutien en faveur d'une paix durable et d'un climat politique stable en Somalie», a dit Moussa Faki Mahamat.

Dans un contexte de tensions politiques croissantes dans ce pays de la Corne de l'Afrique, le président somalien, Mohamed Farmajo, a suspendu lundi le Premier ministre Mohamed Roble en raison d'allégations de corruption.

Le président Farmajo a accusé Mohamed Roble d'être impliqué dans des affaires de corruption et d'utilisation abusive de terres publiques, dans une déclaration faite un jour après l'avoir accusé de ne pas avoir mené à bien le processus électoral.

Selon les analystes, les divergences politiques actuelles entre les deux principaux dirigeants retarderont à nouveau le processus électoral qui doit se terminer début 2022. Les élections parlementaires qui ont débuté le 1er novembre ont déjà été suspendues après que seuls 24 des 275 législateurs ont été élus.

L'organe électoral du pays avait fixé au 24 décembre la date limite pour l'achèvement des élections parlementaires.

SÉNÉGAL

Le président de la République gracie 818 détenus dont 10 mineurs

Le président sénégalais, Macky Sall, a gracié, à l'occasion du Nouvel An, 818 personnes dont 10 mineurs définitivement condamnés pour diverses infractions et détenues dans différents établissements pénitentiaires du Sénégal, a-t-on appris samedi de source officielle.

Selon le ministère sénégalais de la Justice, il s'agit de 786 personnes bénéficiant d'une remise totale de peine, dont quatorze gravement malades, une âgée de 65 ans et dix mineurs, vingt-six remises de peine de deux ans, et six commutations de peine de perpétuité en vingt ans de réclusion criminelle.

Cette mesure du président sénégalais, note la source, est un engagement de donner une seconde chance à une catégorie de citoyens momentanément en conflit avec la loi.

Les autorités sénégalaises gracie lors des fêtes des détenus pour désengorger les neuf centres pénitentiaires du pays. Le gouvernement a entrepris un programme pour lutter contre le surpeuplement carcéral avec l'introduction du bracelet électronique.

CAMEROUN

Hausse de 6,1% du taux de chômage en 2021

Le taux de chômage a augmenté de 6,1% au Cameroun en 2021 par rapport à l'année 2020, selon la dernière édition des indicateurs de développement durable publiée le 29 décembre par l'Institut national de la statistique (INS).

Alors que les femmes (6,1%) sont plus touchées par le chômage que les hommes (5%), le taux de sous-emploi global est de 65% pendant la même période, en baisse de quatre points par rapport à 2020. L'INS attribue cette situation à la pandémie de la covid-19, qui a eu des effets néfastes sur l'emploi, la perte d'emploi ou la cessation d'activité ayant touché à peu près trois ménages sur cinq (54%) en juillet 2021.

Xinhua

SOUDAN

Les autorités ordonnent une enquête sur les manifestations de masse

Le Conseil de sécurité et de défense du Soudan a ordonné, samedi, d'accélérer les enquêtes sur les manifestations de masse du 30 décembre dans la capitale Khartoum et les régions voisines, qui ont entraîné la mort de quatre manifestants et en ont blessé des centaines d'autres.

Le Conseil a tenu une réunion d'urgence au Palais républicain de Khartoum, sous la direction de son président Abdel Fattah Al-Burhan, pour discuter des développements sécuritaires dans le pays. Regroupant des représentants du Conseil souverain et des dirigeants des organes de sécurité et de l'armée, la réunion a exprimé ses regrets quant aux victimes des manifestations de jeudi et a promis de demander des comptes à ceux qui ont déclenché les affrontements entre les manifestants et les forces de sécurité.

Les forces de sécurité ont lancé des gaz lacrymogènes et tiré à balles réelles au cours des manifestations de jeudi, et la police a confirmé ultérieurement dans un communiqué que quatre manifestants ont été tués, tandis que 297 autres ainsi que 49 policiers ont été blessés dans la localité d'Omdurman, la ville la plus peuplée du Soudan, située sur la rive ouest du Nil, en face de la capitale Khartoum.

Le Soudan a été secoué par des manifestations de masse et au moins 52 personnes ont été tuées dans 11 manifestations de rue de grande ampleur depuis le 25 octobre 2021, date à laquelle le commandant général de l'armée soudanaise, Abdel Fattah Al-Burhan, a déclaré l'état d'urgence et dissous le gouvernement, ce qui a déclenché une crise politique dans le pays. Le 21 novembre, Abdel Fattah Al-Burhan et Abdalla Hamdok, qui avait été démis de ses fonctions, ont signé une déclaration politique prévoyant la réintégration de ce dernier à son poste de Premier ministre. Néanmoins, cet accord n'a pas réussi à calmer la rue et les manifestants ont demandé aux militaires de ne pas se mêler de politique, exigeant un régime civil. Les manifestations ont également été alimentées par la montée en flèche dans le pays des prix des aliments, de l'énergie et des produits de première nécessité.

GABON

Le pays va adhérer cette année au Commonwealth

Le président gabonais, Ali Bongo Ondimba, dans un message des vœux à la nation vendredi soir, a annoncé que son pays adhèrera au Commonwealth pour devenir le 55^e Etat membre de cette organisation.

Le président gabonais a annoncé qu'en 2022, le « pays devrait intégrer la grande famille du Commonwealth ». « C'est un tournant géopolitique majeur pour notre pays qui désire, dans un monde globalisé, s'ouvrir et adhérer à un autre espace multiculturel également porteur pour notre pays », a-t-il évoqué.

Le Gabon a entamé sa démarche d'adhésion au Commonwealth depuis 2020. L'organisation a déjà dépêché à Libreville deux missions d'évaluation. Libreville devait soumettre son dossier de candidature en juin dernier lors d'un sommet prévu à Kigali, au Rwanda, mais repoussé à 2022 à cause de la pandémie de la covid-19.

Malgré son projet d'adhésion au Commonwealth, le Gabon soutient qu'il reste un pays membre de la Francophonie dont il est très attaché. En même

temps, le président gabonais a, par ailleurs, rappelé que son pays siègera, dès le 1er janvier 2022, au Conseil de sécurité de l'ONU en qualité de membre non permanent.

« A compter de demain, 1er janvier 2022, et pour les deux années à venir, le Gabon siègera au Conseil de sécurité des Nations unies où il a été élu en qualité de membre non permanent. « C'est une énorme responsabilité et une immense fierté », a notamment déclaré Ali Bongo Ondimba. « C'est la reconnaissance du rôle majeur que joue le Gabon en matière de paix, de stabilité et de sécurité sur le plan régional, continental et international. A cet égard, saluons et reconnaissons tous, la chance que nous avons au Gabon de vivre en paix », a-t-il ajouté.

Xinhua

RUSSIE

Poutine convaincu de la possibilité d'un dialogue efficace avec les Etats-Unis

Le président russe, Vladimir Poutine, s'est dit récemment « convaincu » qu'un dialogue « efficace » était possible avec les Etats-Unis, dans des vœux de fin d'année à son homologue Joe Biden, quelques heures avant leur conversation téléphonique.

« Je suis convaincu (...) que nous pouvons aller de l'avant et forger un dialogue russo-américain efficace fondé sur le respect mutuel et la prise en considération des intérêts nationaux de chacun », a écrit Vladimir Poutine dans un télégramme, selon le Kremlin, sur fond de crise russo-occidentale autour de l'Ukraine.

Joe Biden et Vladimir Poutine doivent s'entretenir au téléphone jeudi vers 20H30 GMT, deuxièmes discussions du genre en moins d'un mois.

Le président américain compte proposer, selon la Maison-Blanche, une « voie diplo-

matique » pour sortir de la crise russo-occidentale autour de l'Ukraine.

Moscou a fait connaître de son côté ses exigences, en particulier un traité bannissant toute expansion future de l'Otan, notamment à son voisin ukrainien.

De premiers pourparlers entre les deux pays sont prévus le 10 janvier à Genève.

Les Occidentaux accusent Moscou de préparer l'invasion de l'Ukraine, des dizaines de milliers d'hommes et quantités de matériel et d'armements étant déployés à la frontière.

AFP

ARTS DE SCÈNE

Le Rocher des Ages lance l'année 2022 par le rire et l'humour

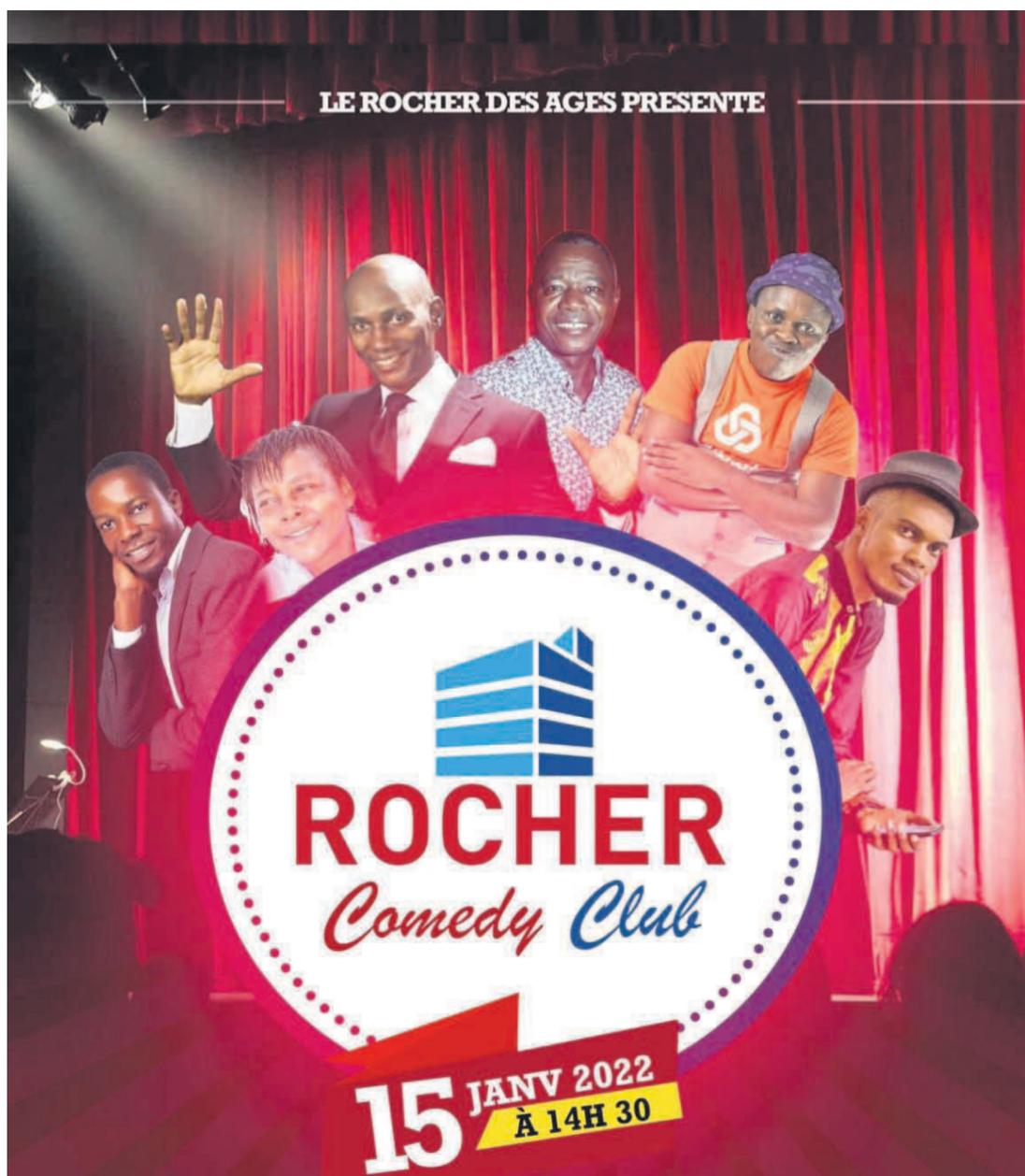
«Le Rocher comedy club» est le spectacle non stop du rire, de la comédie et de l'humour qui sera offert le 15 janvier au public ponténégrin.

Les comédiens et humoristes Fortuné Bateza, Juste Parfait, Zedem, Nkaba Ndoudi, Germaine Ololo, Roblin Président Officiel vont égayer le public à travers des numéros de comédie inédits à couper le souffle. Ce grand moment du rire et de la comédie offre au public des occasions uniques de joie et d'allégresse inoubliables, à travers ces one man shows inédits.

Ces talents de l'humour, têtes d'affiche de la scène humoristique et comique congolaise réunies sur un même plateau, vont offrir au public des moments de joie et de bonheur. En l'espace d'une journée, il va oublier le stress et les angoisses liées aux contraintes existentielles.

Situé au quartier OCH-Château d'eau à cinq minutes de l'aéroport Antonio-Agostinho-Neto et du Centre-ville, le Rocher des Ages est un centre d'affaires de proximité doté d'un amphithéâtre ou salle polyvalente de 350 places et d'une salle de fêtes de 250 places. Les bureaux et l'espace coworking meublent également le complexe.

Hervé Brice Mampouya



JUJITSU

Un tournoi interclubs boucle 2021



Des participants/DR

Le club Tokyo Weihé de Mpila, dirigé par Me coulibaly Weihe, a récemment organisé une compétition interclubs en duo system de Jujitsu. Le but était de mettre les athlètes dans le bain des prochains rendez-vous. Quatre clubs ont participé à ce tournoi, à savoir le club Mokondzi de Ouenzé, jujitsu club les Élités de Ngo, le jujitsu club Eben-Ezer de Mougali et le club Tokyo Weihe de Mpila. A la fin, les participants ont reçu des médailles et des attestations, notamment les meilleurs des différentes catégories.

Rude Ngoma

FOOTBALL

Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe



Dylan Saint-Louis déborde au second poteau et offre la qualification à son équipe face à Menempso (hataysporFK)

Angleterre, 24^e journée, 4^e division
Pas de vainqueur entre Barrow et Oldham Athletic (0-0). Offrande Zanzala est entré à la pause, alors que Dylan Bahamboula est resté sur le banc lors de l'unique match de cette 24^e journée à s'être joué. Toutes les autres rencontres ont été annulées en raison des nombreuses contaminations à la covid-19.

Portugal, 16^e journée, 1^{ère} division
Boavista termine l'année civile par un

match nul chez le Vitoria Guimaraes (1-1). Gaius Makouta a été remplacé à la 85^e mn.

Le club de Porto est 10^e avec 16 points. Turquie, 5^e tour de la Coupe
Opposé au 15^e de deuxième division, Hatayspor se qualifie pour le tour suivant. Titulaire, Dylan Saint-Louis a inscrit l'unique but du match, d'un plat du pied au second poteau. Remplacé à la 71^e mn.

Camille Delourme

HUMEUR

Trop de plaintes dans le métier de gardiennage

Le métier de gardiennage est encore archaïque au Congo, se pratiquant de façon artisanale. Du vestimentaire à la rémunération et d'autres accessoires que devrait avoir l'agent pour assurer sa fonction, la chose est encore regrettable.

Hier, nombreux étaient des vieux qui embrassaient volontiers ce métier. On les voyait la nuit ou le jour devant telle ou telle propriété, veillant à la protection et à la sécurité des lieux. Ces gardiens n'avaient ni tenue conforme pour affronter des intempéries ni autres accessoires pour protéger les biens d'autrui et se protéger eux-mêmes. Ces hommes d'un certain âge se plaignaient toujours de la façon dont ils étaient traités, car selon eux la rémunération ne répondait pas au volume du travail qu'ils exerçaient. Mais ils exerçaient tant bien que mal leur métier.

Aujourd'hui, la donne n'est plus la même et ce sont plutôt des jeunes qui ont intégré ce métier. Seulement, rien en tout cas n'a changé, car les lamentations restent les mêmes. Ces jeunes se disent être à la merci de ceux qui les emploient. Pas d'équipement de travail, manque de guérite pour s'abriter en cas de pluie la nuit comme le jour, des licenciements abusifs, une rémunération au rabais, pas de contrat de travail, aucune prime d'encouragement, pas de code déontologique, bref, la liste n'est pas exhaustive.

Le souhait est de voir ce métier quitter un jour cet état informel pour être légal, formalisé et institutionnalisé. Ne pas le faire, c'est laisser libre cours à certaines personnes de faire travailler ces gens sans se préoccuper et de leur bien-être. Ces jeunes courent de nombreux risques la nuit en s'opposant farouchement à des groupes de bandits de grand chemin, qui ont pour seul objectif de « neutraliser » le gardien pour voler tout ce qui leur semble important.

Ce corps de métier peut, pourtant, avec sa grande réforme, créer de nombreux emplois car il protège des lieux publics ou privés, des biens ou des personnes. De nombreuses sociétés et personnalités font recours à ce corps de métier, surtout dans les villes pour prévenir les vols et gérer les phénomènes de violence. Le rôle combien salutaire de ce corps de métier devrait pousser les pouvoirs publics à le sortir de cet état d'archaïsme.

Faustin Akono

Fiançailles de

N. LEMAIRE et G. CARLSTEDT

Nous sommes honorés d'annoncer que Nolwenn, fille de Marie-Eve et feu Jean-Claude, du Clan LEMAIRE - BOUARA de Pointe-Noire, au Congo, et Gustav, fils de Eva et Thomas du clan CARLSTEDT de Stockholm, en Suède, ont décidé d'unir leur destin par des fiançailles. Témoignant de leurs affections l'un pour l'autre, et pour le plus grand bonheur de leurs Clans.

NÉCROLOGIE



Les familles Boungou, Bayoulath, Nzaou ont le regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur père, frère, oncle et grand père, Boungou Marcel Felix, survenu le mercredi 29 décembre 2021 à 12h, à l'hôpital général de Djiri à Brazzaville.

La veillée est située au n°36 de la rue Soweto (Impasse) du quartier la télévision (EX Télé-Congo), plus précisément derrière la DEC générale, en face du stade marchand. Que Dieu vous bénisse

BASKETBALL

La première édition du tournoi Congo all stars games a tenu ses promesses

La compétition a regroupé, du 26 au 30 décembre, près de cinquante clubs venus des départements de Brazzaville, Pointe-Noire, Niari, Bouenza, Cuvette, Sangha et Cuvette-Ouest. La Fédération congolaise de basketball (Fécoket) a primé, à la fin, les meilleurs athlètes.



L'un des joueurs de Black Lions recevant le trophée des mains du président de la Fécoket/Adiac

Au terme de plusieurs rencontres de haut niveau dans l'esprit du fair-play, les rideaux de la compétition sont tombés au grand bonheur des dirigeants du basketball congolais. Les basketteurs, dans les catégories séniors hommes, séniors dames, juniors hommes, juniors dames et cadets hommes se sont, en effet, affrontés du 26 au 30 décembre, à Brazzaville, pour le compte de la première édition du tournoi « Congo all stars games ».

Au tableau général, Brazzaville et Pointe-Noire ont raflé presque tous les prix puisque chez les séniors hommes, Black Lions de Pointe-Noire s'est hissé à la première place en battant en finale Cara de Brazzaville 67-59. Inter-

club de Brazzaville a conclu le tableau des séniors hommes. Du côté des séniors dames, Brazza Basket, Interclub 1 de Brazzaville et Communica d'Owando sont les meilleurs de leur catégorie. Chez les juniors dames, les basketteuses de Brazzaville ont mis le paquet puisque, par ordre de mérite, Inter club 2, ECB et AN BC ont été les meilleurs.

Brazzaville a également imposé sa suprématie dans la catégorie des juniors hommes avec Patronage, Génération Miracle et AVR qui ont été les trois meilleurs clubs du tournoi. De son côté, Pointe-Noire a largement dominé ses adversaires chez les cadets hommes grâce à son trio magique composé respectivement de BBS,

JSK et CPGOS.

Concernant les récompenses individuelles, Ngokaba de BBS, Oba de Génération miracle, Ariane Makanguila de ECB et Watt Dede de d'Interclub sont respectivement les meilleurs marqueurs chez les cadets hommes, juniors hommes, juniors dames et séniors dames.

Le président de la Fécoket, Bruno Jean Richard Itoua, a déclaré que cette compétition s'inscrit désormais dans le calendrier sportif congolais et aura un caractère international dans ses prochaines éditions. « Nous avons tenu un grand pari car organiser une telle compétition nationale en fin d'année n'était pas facile », a-t-il conclu.

Rude Ngoma

BOXE PROFESSIONNELLE

Hurcus Samba à la conquête des ceintures internationales

Lors d'une conférence de presse animée le 31 décembre 2021, le boxeur congolais Hurcus Samba a annoncé son départ pour la France, courant ce mois de janvier, pour amorcer un stage de préparation des futures échéances.

Hurcus Samba débute l'année 2022 sous des bons auspices. Selon lui, cette année marque sa renaissance, puisqu'il est très positif et souhaite frapper fort sur les rings, afin de remporter de nouvelles ceintures tout en conservant celles qu'il possède déjà.

Accompagné de son nouveau manager, Glaine Ngombi, le champion d'Afrique dans la catégorie des lourds légers et détenteur de la ceinture UBO a promis de belles surprises pour sa carrière. Il veut ainsi donner une nouvelle tournure à son parcours en signant un contrat de trois ans avec son manager de nationalité gabonaise.

Pour une première fois, ce Congolais travaillera désormais avec une équipe digne, annonçant le début d'un travail professionnel. « Je commence une nouvelle étape. Avant, je n'avais pas de manager ni une équipe adéquate mais je faisais des exploits. Maintenant, avec leur contribution, la force va se multiplier par mille. Je

vous assure que les bonnes choses arrivent », a-t-il promis.

A en croire Glaine Ngombi, toutes les conditions sont presque réunies pour que son boxeur, qu'il appelle affectueusement notre champion, se rende en France pour un stage.

« Nous avons déjà pris les contacts avec nos partenaires de la France, afin de faciliter la préparation et le suivi de l'athlète. Il va s'entraîner dans l'un des plus grands clubs de la France. Mon objectif est de le sortir de l'ombre car il est fort, mais méconnu », a expliqué Glaine Ngombi, demandant en même temps aux sponsors de rejoindre l'aventure.

Notons qu'à l'issue de l'échange avec la presse, il a été annoncé la participation du boxeur à plusieurs compétitions internationales et nationales, dont la plus proche est le challenge Denis-Sassou-N'Guesso.

R.Ng.

RÉFORMES FINANCIÈRES

La BEAC satisfaite de la situation économique du Congo

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a reçu en audience, le 30 décembre 2021 à Brazzaville, le gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), Abas Mahamat Tolli, venu lui faire le point des réformes de son institution.

Dès sa nomination, le 17 février 2017 à la tête de la BEAC, Abas Mahamat Tolli avait reçu des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale la mission d'entreprendre une série de réformes économiques et financières.

A chaque étape de la mise en œuvre de ces réformes, le gouverneur de la BEAC doit faire le point des actions qu'il conduit au chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, président dédié au programme de réformes économiques et financières.

« Nous nous réjouissons de ce que le Congo sorte d'une récession économique. Et que le pays améliore aussi sa situation au niveau du compte courant qui est devenu positif. Je crois que c'est le seul pays dans la communauté. Nous nous réjouissons également de ce que le niveau d'endettement du pays revienne en baisse. Les perspectives



Le chef de l'État s'entretenant avec Abas Mahamat Tolli

des programmes avec le Fond monétaire international (FMI) sont autant de bonnes nouvelles pour cette fin d'année. Elles donnent des assurances quant au lendemain meilleur sur le plan

économique du pays », a déclaré le gouverneur de la BEAC, au sortir de son entretien avec le président de la République.

« Concernant la Communauté économique et monétaire de l'Afrique

centrale, nous avons aussi les mêmes perspectives économiques. Nos situations macroéconomiques s'améliorent au regard des différents programmes que les pays entretiennent avec le FMI,

mais aussi en raison des différentes réformes que nous conduisons au niveau institutionnel, en particulier de la Banque centrale », a ajouté Abas Mahamat Tolli.

Yvette Reine Nzaba

RÉFLEXION

Sur les douze mois à venir...

Que dire, ou plus exactement écrire, en ce début d'année 2022 dont nous vivons les premières heures sinon formuler l'espoir que la raison, la sagesse, la prudence, le respect de l'autre l'emporteront dans le cadre des relations internationales qui n'ont cessé de se détériorer tout au long de l'année 2021. Une dégradation que traduit de façon, hélas !, très concrète la montée vertigineuse des dépenses militaires mondiales qui, si l'on en croit le dernier rapport de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, atteint aujourd'hui près de 2 000 milliards de dollars par an et dont tout indique qu'elles vont continuer d'augmenter tout au long des prochains mois, des prochaines décennies.

Dans le peloton de tête des nations les plus dépensières dans

ce domaine stratégique figurent, bien sûr, les grandes puissances de ce temps : les Etats-Unis tout particulièrement qui à eux seuls dépensent chaque année 778 milliards de dollars, mais aussi la Chine (252 milliards de dollars), l'Inde (72,9 milliards de dollars, la Russie (65, 1 milliards de dollars), la France (52, 7 milliards de dollars), l'Arabie Saoudite (61,9 milliards de dollars), etc., etc. Des chiffres d'autant plus inquiétants qu'ils concrétisent la montée en puissance dans les arsenaux des armes de destruction massive qui font peser de lourdes, très lourdes menaces sur la paix du monde.

Alors que la pandémie de la covid-19 et ses multiples variants s'aggravent sur tous les continents, que le dérèglement climatique s'accélère, que la misère et la faim frappent de plus en plus

de nations dans l'hémisphère sud du globe terrestre, le bilan que l'on doit tirer de l'année qui vient de s'achever est accablant à tous égards. Alors même que les avancées scientifiques et le développement des nouvelles technologies réalisés depuis le début de ce nouveau millénaire devraient se traduire en bonne logique par la résolution des nombreux problèmes qui se posent à l'homme moderne, ce à quoi nous assistons aujourd'hui n'est pas autre chose qu'une dérive générale dont les pays riches sont totalement responsables.

D'où cette idée, qui paraîtra simpliste à nombre de nos lectrices et de nos lecteurs mais qui relève du simple bon sens, selon laquelle 2022 devra s'inscrire dans l'Histoire comme l'année où la communauté humaine a pris la juste mesure des

risques mortels que lui font courir les duels à fleurets de moins en moins mouchetés dans lesquels se lancent les Grands de ce monde. Une prise de conscience qui pourrait, qui devrait se concrétiser par un Sommet mondial réunissant toutes les nations du monde afin de débattre des décisions à prendre si elles veulent éviter que le pire se produise dans le proche avenir.

N'est-ce pas ainsi que sont nées, au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, l'Organisation des Nations unies et les différentes institutions qui ont permis d'éviter à maintes reprises de nouvelles tragédies, mais qui aujourd'hui n'ont visiblement plus la force nécessaire pour faire prendre aux humains la juste mesure des dangers qu'ils courent ?

Jean-Paul Pigasse